

LOI N° 2005-39 DU 13 DECEMBRE 2005

portant règlement définitif du budget général de
l'Etat, gestion 2000.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté

Le Président de la République promulgue la loi dont teneur suit :

Article 1^{er} : Les résultats de l'exécution des opérations à caractère définitif de la loi de finances, gestion 2000 (crédits reportés de la gestion 1999 sur la gestion 2000 et ouvertures de crédits complémentaires compris) sont arrêtés aux montants mentionnés dans le tableau ci-après :

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

OPERATIONS	PREVISIONS		REALISATIONS	
	RESSOURCES	CHARGES	RESSOURCES	CHARGES
A - BUDGET GENERAL DE L'ETAT	251 338	381 539	278 764	332 733
I - BUDGET DES INSTITUTIONS ET MINISTÈRES	234 336	320 668	257 452	278 963
1 Budget National de Fonctionnement	231 841	166 357	257 241	162 077
2 Budget d'Investissement de l'Administration Centrale	2 495	(*) 148 364	211	112 992
3 Budget d'Équipement Socio-Administratif	-	5 706	-	3 679
4 Dépenses liées aux Taxes Affectées	-	241	-	215
II - BUDGET ANNEXE	9 064	16 375	13 481	16 578
1 Fonds National des retraites du Bénin	9 064	16 375	13 481	16 578
III - AUTRES BUDGETS	7 938	44 496	7 831	37 192
1 Caisse Autonome d'Amortissement	7 500	40 585	7 313	32 426
2 Fonds Routier	438	3 911	518	4 766
Total A	251 338	381 539	278 764	332 733
B - OPERATIONS DE TRESORERIE	-	-	-	-
Total B	-	-	-	-
C - VARIATION NETTE DES ARRIERES	-	3 000	-	16 629
1 Crédits d'ordonnancement des arriérés	-	3 000	-	16 629
2 Apurement des arriérés	-	-	-	-
Total C	-	3 000	-	16 629
TOTAL GENERAL	251 338	384 539	278 764	349 362
DEFICIT DE LA LOI DE FINANCES		-133 201		-70 598

(*) Crédits reportés de la gestion 1999 sur la gestion 2000 et ouvertures de crédits complémentaires au cours de la gestion 2000 compris.

Article 2 : Le montant définitif de l'exécution de la loi de finances, gestion 2000 en recettes est de 278.764.231.834 francs.

La répartition de cette somme par grandes composantes figure dans le tableau A annexé à la présente loi.

Article 3 : Le montant des dépenses à caractère définitif est de 349.362.188.784 francs. La présentation des composantes de cette somme fait l'objet du tableau B en annexe à la présente loi.

Article 4 : Le montant des recettes du budget des institutions et ministères est de 257.452.280.977 francs. La répartition de ce montant fait l'objet du tableau C en annexe à la présente loi.

Article 5 : Le montant des dépenses du budget des institutions de l'Etat et ministères est de 295.591.789.077 francs. La présentation par rubrique des composantes du budget des institutions de l'Etat et ministères en dépenses figure dans le tableau D en annexe à la présente loi.

Article 6 : Le montant des recettes du budget national de fonctionnement est de 257.241.542.977 francs. La répartition de ce montant fait l'objet du tableau E en annexe à la présente loi.

Article 7 : Le montant des dépenses du budget national de fonctionnement (y compris les arriérés : 16.628.528.955 francs) est de 178.705.513.268 francs. La présentation par rubrique des composantes de cette somme fait l'objet du tableau F en annexe à la présente loi.

Article 8 : Le montant des recettes du budget d'investissement de l'administration centrale est de 210.738.000 francs.

Article 9 : Le montant des dépenses du budget d'investissement de l'Administration Centrale est de 112.992.220.138 francs. La présentation par rubrique des composantes de ces dépenses fait l'objet du tableau G annexé à la présente loi.

Article 10 : Le montant des dépenses du budget d'équipement socio-administratif est de 3.678.592.604 francs. Le point des prévisions et réalisations desdites dépenses fait l'objet du tableau H annexé à la présente loi.

Article 11 : Le montant des « dépenses liées aux taxes affectées » est de 215.464.967 francs. La présentation des prévisions et des réalisations desdites dépenses fait l'objet du tableau I en annexe à la présente loi.

Article 12 : Le montant des réalisations de recettes du budget annexe (fonds national de retraites du Bénin) s'élève à 13.480.927.327 francs.

Le montant des dépenses effectives du budget annexe (fonds national de retraites du Bénin) s'élève à 16.578.206.008 francs.

Le détail des opérations du budget annexe (fonds national de retraites du Bénin) fait l'objet du tableau J en annexe à la présente loi.

Article 13 : Le montant des réalisations de recettes de la caisse autonome d'amortissement ressort à 7.313.086.685 francs. Le détail de ces réalisations en recettes figure dans le tableau K en annexe.

Article 14 : Le montant des opérations de la caisse autonome d'amortissement ressort en dépenses à 32.426.378.594 francs. Le détail de ces réalisations figure dans le tableau L en annexe.

Article 15 : Le montant des opérations du fonds routier ressort en recettes à 517.936.845 francs. Le détail de ces réalisations figure dans le tableau M en annexe.

Article 16 : Le budget du fonds routier ressort en dépenses à 4.765.814.205 francs. Le détail de ces réalisations figure dans le tableau N en annexe.

Article 17 : Le montant des arriérés ordonnancés et acceptés au titre de la gestion 2000 s'élève à 16.628.528.955 francs. La répartition par grande rubrique de ce montant figure au tableau P de la présente loi.

Article 18 : Les opérations à caractère temporaire s'élèvent à 26.623.373.062 francs dont la décomposition figure à l'annexe n° 4.

Article 19 : Le montant de la variation des comptes d'imputation provisoire est de 9.162.732.243 francs. La présentation par rubrique des composantes de cette somme fait l'objet de l'annexe n° 5 de la présente loi.

Article 20 : Le résultat d'exécution de la loi de finances, gestion 2000 est déficitaire de 106.384.062.255 francs. Ce résultat se décompose comme ci-après :

- solde d'exécution de la loi de finances (opérations à caractère définitif), déficitaire de 70.597.956.950 francs ;
- variation des comptes d'imputation provisoire pour un montant de 9.162.732.243 francs (voir annexe n° 5) ;
- opérations à caractère temporaire d'un montant de 26.623.373.062 francs (voir annexe n° 4).

Article 21 : Est établi le compte de résultat de l'année 2000 qui comprend :

Article 19 : Le montant de la variation des comptes d'imputation provisoires est de 9.806.038.540 francs.

La présentation par rubrique des composantes de cette somme fait l'objet du tableau R de la présente loi.

Article 20 : Le résultat d'exécution de la loi de finances, gestion 1999 est déficitaire de 66.432.580.715 francs. Ce résultat se décompose comme ci-après :

- solde d'exécution de la loi de finances (opérations à caractère définitif), déficitaire de 45.009.258.408 francs ;

- variation des comptes d'imputation provisoire pour un montant de 9.806.038.540 francs (voir tableau R) ;

- opérations à caractère temporaire d'un montant de 11.617.283.767 francs (voir tableau Q).

Article 21 : Est établi le compte de résultat de l'année 1999 qui comprend :

*** Au plan budgétaire :**

- le solde des opérations du budget des institutions et ministères	:	- 14.582.039.280 f
- le solde des opérations du fonds national de retraites du Bénin	:	- 6.801.753.164 f
- le solde des opérations d'imputation provisoire	:	- 9.806.038.540 f

Solde à transporter au compte des découverts

du trésor, : - 31.189.830.984 francs

*** Au plan comptable :**

- le résultat d'exécution de la loi de finances	:	66.432.580.715 f
- le solde des opérations à caractère temporaire	:	11.617.283.767 f
- le solde des opérations de la CAA	:	20.688.975.071 f
- le solde des opérations du fonds routier	:	2.936.490.893 f

solde à transporter au compte des découvertes
du trésor,

: - 31.189.830.984 f

Est autorisé le transfert au compte permanent des découverts du trésor de la somme de 31.189.830.984 francs.

Article 22 : Sont approuvés les dépassements de crédits constatés à la clôture de l'année budgétaire 1999, soit 9.909.779.008 francs tels qu'ils résultent du tableau S annexé à la présente loi.

Sont autorisées en conséquence, les inscriptions de crédits correspondants à savoir :

• Section 21	:	5 978 880 francs
• Section 26	:	5 874 258 francs
• Section 28	:	86 568 146 francs
• Section 29	:	1 560 339 470 francs
• Section 30	:	59 059 233 francs
• Section 31	:	4 382 891 francs
• Section 33	:	22 316 074 francs
• Section 35	:	17 809 197 francs
• Section 36	:	428 212 111 francs
• Section 54	:	7 719 238 748 francs

Article 15 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Cotonou, le 13 décembre 2005,

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



Mathieu KEREKOU.-

Le Ministre des Financés et de l'Economie,



Cosme SEHLIN

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CC 2 CS 2 HAAC 2 CES 2 MFE 4 AUTRES
MINISTERES 20 DGBM-DCF- DGTCP- DGID- DGDDI 5 BN-DAN-DLC 3
GCONB-DCCT-INSAE 3 BCP-CSN -IGAA 3 UAC-ENAM-FADESP 3
UNIPAR-FDSP 02 JO 1.

2007-39

ANNEX B

2007-39

ANNEXE N° 1**EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES, GESTION 2001**

(EN FRANCS CFA)

OPERATIONS	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF	321 635 024 090	338 210 675 929	-16 575 651 839
I - BUDGET GENERAL DE L'ETAT	321 635 024 090	328 145 404 619	-6 510 380 529
1 Budget des Institutions et Ministères	304 313 807 988	286 318 654 506	17 995 153 482
a - Recettes des régies	303 958 807 988		303 958 807 988
b - BIAC	355 000 000		355 000 000
c - Dépenses ordinaires hors arriérés		180 931 654 506	-180 931 654 506
d - Dépenses en capital		105 387 000 000	-105 387 000 000
2 Budget annexe	9 478 935 501	18 021 069 687	-8 542 134 186
- Fonds National des Retraites du Bénin	9 478 935 501	18 021 069 687	-8 542 134 186
3 Autres budgets	7 842 280 601	23 805 680 426	-15 963 399 825
a - Caisse Autonome d'Amortissement	7 392 947 757	19 784 696 566	-12 391 748 809
b - Fonds Routier	449 332 844	4 020 983 860	-3 571 651 016
II - VARIATION NETTE DES ARRIERES		8 917 784 213	-8 917 784 213
III - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE		1 147 487 097	-1 147 487 097
- Compte SYDONIA		1 147 487 097	-1 147 487 097
B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE	92 290 000	0	92 290 000
I - COMPTES DE PRÊT	92 290 000	0	92 290 000
II - COMPTES D'AVANCE	0	0	0
TOTAL GENERAL	321 727 314 090	338 210 675 929	
DEFICIT :			-16 483 361 839

ANNEXE N° 2**REMBOURSEMENT DES AVANCES ET PRETS****(SOLDES CREDITEURS)**

(EN FRANCS CFA)		
COMPTES	LIBELLES	MONTANTS
402-053	S.B.E.E. - Remboursement facture gestion 94 - Avance Trésor Public	550.000.000
402-069	M.S.P.S.C.F. - Destruction de 364 caisses d'amphétamine	15.427.500
402-072	Avance à l'AGETUR	63.920.000
402-073	Avance à la Cellule Recouvrement Créances Anciennes Banques	957.785.088
402-075	Séminaire sur la gestion des Finances Publiques	5.000.000
402-083	Avance au SAP / CENA	7.500
402-085	Avance à la SBEE	1.500.000.000
402-086	Avance au Cabinet L.A.R.E.S	8.081.691
404-002	Prêts aux A.P.E.	27.129.520
404-007	Prêts aux députés de l'Assemblée Nationale	92.385.000
404-008	Prêts aux membres du Conseil Economique et Social	15.660.000
TOTAL:		3.235.396.299

ANNEXE N° 3***POINT DES MOBILISATIONS PAR LE TRESOR PUBLIC DES RESSOURCES EXTERIEURES
SPECIFIQUES ARRETE AU 31 DECEMBRE 2000***

(EN FRANCS CFA)

DATES	OBJETS	MONTANTS	OBSERVATIONS
30/03/2000	FED dans le cadre du PAS II et III	5.956.817.152	PAS III / FED / MF
13/06/2000	Union Européenne	1.000.000.000	PAS III / FED / MF
	BIRD	-	-
08/08/2000	FMI / FASR	6.310.100.800	Tirage sur FRPC
	Contribution Danoise	-	-
	Contribution Suisse	-	-
	Contribution IDA	-	-
TOTAL :		13.266.917.952	

ANNEXE N° 4***OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE***

(EN FRANCS CFA)		
COMPTES	LIBELLES	MONTANTS
402-014	Avances à la CAA	3.830.029.319
402-020	Compte courant Air Afrique	972.549.694
402-054	MDR - Promotion culture vivrière - Avances Trésor Public	650.000.000
402-061	Avances au MDN	57.733.953
402-070	MISAT - confection carnet voyage CEDEAO	169.053.774
402-079	Avance du Trésor Public au MISAT	133.902.948
402-081	Avance du Trésor Public à la SONAPRA	1.000.000.000
402-084	Avance au MENS	1.780.866.330
402-088	Avance du Trésor Public au Cabinet BCST Consultant	15.000.000
402-089	Avance au MFPTRA « Sté Nord Sud Informatique »	289.413.880
402-091	Avance au MEHU sommet ACP-UE	339.000.000
402-092	Avance au MCAT sommet ACP-UE	919.727.713
402-093	Avance au MCRI	40.243.400
402-094	Avance au MECCAG-PDPE ACP-UE	58.623.600
402-095	Avance PAGE (clôture activités PAGE)	164.366.730
402-096	Avance du Trésor Public à régulariser	10.528.191.965
402-097	Avance à la SONACOP	447.450.000
402-099	Avance du Trésor Public à Sté BIVAC SA	1.665.480.756
402-100	Avance du Trésor Public (mesures sociales)	2.991.739.000
402-101	Avance du Trésor Public à « Mon Loisir Bénin »	570.000.000
TOTAL:		26.623.373.062

ANNEXE N° 5***SOLDE DES COMPTES D'IMPUTATION PROVISoire, GESTION 2000***

<small>(EN FRANCS CFA)</small>		
COMPTES	LIBELLES	MONTANTS
410-010	Avances aux régisseurs	856.392.151
410-011	Dépenses du BNF à régulariser	4.234.287.549
410-012	Dépenses BNEI à régulariser	3.912.986.561
410-013	Dépenses des comptes hors budget à régulariser	159.065.982
TOTAL:		9.162.732.243

**T
A
B
L
E
A
U
X**

TABLEAU A**EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES,
RECETTES**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

DESIGNATION DES RECETTES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
A - RECETTES FISCALES				
1	Budget National de Fonctionnement	223 379	242 274	108,46
	Total A	223 379	242 274	108,46
B - RECETTES NON FISCALES				
1	Budget National de Fonctionnement	8 462	14 967	176,87
2	Budget d'Investissement de l'Administration Centrale	2 495	211	8,46
3	Budget du F.N.R.B.	9 064	13 481	148,73
4	Budget de la C.A.A.	7 500	7 313	97,51
5	Budget du Fonds Routier	438	518	118,26
	Total B	27 959	36 490	130,51
TOTAL GENERAL (A + B)		251 338	278 764	110,91

TABLEAU B**EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES,
DEPENSES**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
A - BUDGET GENERAL DE L'ETAT		381 539	332 733	87,21
I - BUDGET DES INSTITUTIONS ET MINISTERES		320 668	278 963	86,99
1	Budget National de Fonctionnement	166 357	(*) 162 077	97,43
2	Budget d'Investissement de l'Administration Centrale	148 364	112 992	76,16
3	Budget d'Equipeement Socio-Administratif	5 706	3 679	64,48
4	Dépenses liées aux Taxes Affectées	241	215	89,21
II - BUDGET ANNEXE		16 375	16 578	101,24
1	Fonds National des retraites du Bénin	16 375	16 578	101,24
III - AUTRES BUDGETS		44 496	37 192	83,59
1	Caisse Autonome d'Amortissement	40 585	32 426	79,90
2	Fonds Routier	3 911	4 766	121,86
Total A		381 539	332 733	87,21

(*) Non compris le montant de 16.629 millions de francs CFA représentant la « Variation nette des arriérés »

TABLEAU C***EXECUTION DU BUDGET DES INSTITUTIONS ET MINISTÈRES,
RECETTES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Budget National de Fonctionnement	231 841	257 241	110,96
2 Budget d'Investissement de l'Administration Centrale	2 495	211	8,46
TOTAL :	234 336	257 452	109,86

TABLEAU D***EXECUTION DU BUDGET DES INSTITUTIONS ET MINISTÈRES,
DEPENSES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Budget National de Fonctionnement	166 357	(*) 162 077	97,43
2 Budget d'Investissement de l'Administration Centrale	148 364	112 992	76,16
3 Budget d'Equipement Socio-Administratif	5 706	3 679	64,48
4 Dépenses liées aux Taxes Affectées	241	215	89,21
TOTAL :	320 668	278 963	86,99

(*) Non compris le montant de 16.629 millions de francs CFA représentant la « Variation nette des arriérés »

TABLEAU G***EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE,
DEPENSES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
I - RESSOURCES INTERIEURES		56 728	25 546	45,03%
1	P.I.P.	52 833	24 576	46,52%
2	T.T.E. / T.E.E.D.	1 400	759	54,21%
3	Autres Administrations	2 495	211	8,46%
II - RESSOURCES EXTERIEURES		91 636	87 446	95,43%
1	Prêts projets	38 930	56 514	145,17%
2	Dons projets	52 706	30 932	58,69%
TOTAL GENERAL (I + II)		148 364	112 992	76,16%

TABLEAU H***EXECUTION DU BUDGET D'EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF,
DEPENSES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
1	B.E.S.A.	5 706	3 679	64,48%
TOTAL GENERAL		5 706	3 679	64,48%

TABLEAU E***EXECUTION DU BUDGET NATIONAL DE FONCTIONNEMENT,
RECETTES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
I - RECETTES FISCALES	223 379	242 274	108,46%
1 D.G.D.D.I.	119 295	134 536	112,78%
2 D.G.I.D.	104 084	107 738	103,51%
II - RECETTES NON FISCALES	8 462	14 967	176,87%
1 D.G.T.C.P.	8 462	14 967	176,87%
TOTAL GENERAL (1 + II)	231 841	257 241	110,96%

TABLEAU F***EXECUTION DU BUDGET NATIONAL DE FONCTIONNEMENT,
DEPENSES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Dette publique	13 476	11 397	84,57%
2 Dépenses de personnel (*)	76 257	72 543	95,13%
3 Autres dépenses de fonctionnement (*)	34 407	37 257	108,28%
4 Dépenses de transfert (*)	45 217	25 611	56,64%
5 Frais de justice		1 930	
6 Frais de tenue de comptes		810	
7 Règlement des MP 3		22 055	
8 Transferts de devises non ordonnancées		7 103	
TOTAL GENERAL (*)	169 357	178 706	105,52%

(*) Y compris les 16.629 millions représentant le montant de la rubrique "Variation nette des arriérés"

TABLEAU I***EXECUTION DES DEPENSES LIEES AUX TAXES AFFECTEES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Dépenses liées aux Taxes Affectées	241	215	89,21%
TOTAL GENERAL	241	215	89,21%

TABLEAU J***EXECUTION DU BUDGET ANNEXE : FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN*****- RECETTES**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Versement des retenues et parts contributives	8 884	12 360	139,13%
2 Validation des Services	180	1 121	622,78%
TOTAL GENERAL	9 064	13 481	148,73%

- DEPENSES

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Dépenses de personnel	102	81	79,41%
2 Autres dépenses de fonctionnement	211	71	33,65%
3 Dépenses de transfert	15 976	16 375	102,50%
4 Dépenses en capital	86	51	59,30%
TOTAL GENERAL	16 375	16 578	101,24%

TABLEAU K***EXECUTION DU BUDGET DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT,
RECETTES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Prêts rétrocédés	7 468	7 268	97,32%
2 Bonifications prêts	26	34	130,77%
3 Commissions d'Aval	2		
4 Loyers	4	4	100,00%
5 Divers		7	
TOTAL GENERAL	7 500	7 313	97,51%

TABLEAU L***EXECUTION DU BUDGET DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT,
DEPENSES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
I - DETTE EXTERIEURE	38 315	31 339	81,79%
1 Bilatérale	16 621	10 086	60,68%
2 Multilatérale	20 194	21 253	105,24%
3 Provisions	1 500		
II - DETTE INTERIEURE	1 320	147	11,14%
III - FONCTIONNEMENT	950	940	98,95%
TOTAL GENERAL (I + II + III)	40 585	32 426	79,90%

TABLEAU M***EXECUTION DU BUDGET DU FONDS ROUTIER,
RECETTES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Taxes sur ponts bascules	18	17,99	99,94%
2 Taxes sur pont de Porto-Novo	2	1,45	72,50%
3 Taxes sur pont du Mono / Sazué	190	199,17	104,83%
4 Taxes de péage (Diho) Savé	160	166,87	104,29%
5 Recettes diverses	68	132,46	194,79%
6 Recettes d'exercices antérieurs			
TOTAL GENERAL	438	517,94	118,25%

TABLEAU N***EXECUTION DU BUDGET DU FONDS ROUTIER,
DEPENSES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Fonctionnement des Services du Fonds	137	143	104,38%
2 Equipement socio-administratif du Fonds	55	357	649,09%
3 Dotation de la D.R.O.A.	200	198	99,00%
4 Travaux d'entretien routier	4 042	3 855	95,37%
5 Autres dépenses et contrepartie	222	213	95,95%
TOTAL GENERAL	4 656	4 766	102,36%

TABLEAU P***EXECUTION DE LA VARIATION NETTE DES ARRIERES***

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Dépenses de personnel	1 000	3 137	313,70%
2 Autres dépenses de fonctionnement	1 300	9 700	746,15%
3 Dépenses de transfert	700	3 792	541,71%
TOTAL GENERAL	3 000	16 629	554,30%

TABLEAU Q

(EN FRANCS CFA)

SECTIONS BUDGE- TAIRES	LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES				DEPENSES ORDONNANCEES ET ACCEPTEES	CREDITS		
		CREDITS INITIAUX	CREDITS OUVERTS SUR FONDS DE CONCOURS	REPORTS DE CREDITS	TOTAL CREDITS OUVERTS		A REPORTER	ANNULES	OUVERTURES COMPLEMENTAIRES
10	ASSEMBLEE NATIONALE	1 585 010 000			1 585 010 000	1 580 778 435		4 231 565	
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	276 204 000			276 204 000	259 188 935		17 015 065	
12	COUR SUPREME	459 204 000			459 204 000	393 919 201		65 284 799	
13	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	336 694 000			336 694 000	355 515 845			18 821 845
14	HAUTE AUTORITE AUDIO-VISUELLE ET COMM.	328 599 000			328 599 000	380 259 611			51 660 611
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 606 725 000			1 606 725 000	918 253 347		688 471 653	
21	EX - PRIMATURE								
22	MINIS. DEFENSE NATIONALE	10 699 280 000			10 699 280 000	10 681 220 767		18 059 233	
23	MINIS. INTERIEUR SEC. ET ADM. TERRITO.	4 466 241 000			4 466 241 000	4 356 713 952		109 527 048	
24	MINIS AFFAIRES ETRANGERES	6 517 015 000			6 517 015 000	588 670 493		5 948 344 507	
25	MINIS. DES FINANCES ET ECONOMIE	4 340 612 000			4 340 612 000	3 955 686 466		384 925 534	
26	MINIS. JUSTICE ET LEGISLATION	1 344 818 000			1 344 818 000	1 309 234 706		35 583 294	
27	MINIS. PLAN ET RESTRUCT. ECONOM.	900 102 000			900 102 000	884 942 943		15 159 057	
28	MINIS. CHARGE RELAT. AVEC PARLEMENT	129 428 000			129 428 000	165 889 441			36 461 441
29	MINIS. EDUCATION NATIONALE	32 322 686 000			32 322 686 000	31 468 221 569		854 464 431	
30	MINIS. TRAV. PUBLICS ET TRANSP.	881 879 000			881 879 000	800 017 337		81 861 663	
31	MINIS. FONCT. PUBLIQUE	673 270 000			673 270 000	731 681 019			58 411 019

32	MINIS. CULTURE ET COMM.	593 593 000			593 593 000	461 179 931		132 413 069	
33	MINIS. INDUSTRIE ET PME	419 422 000			419 422 000	431 595 385			12 173 385
34	MINIS. ENVIRONN. HABITAT ET URBANISME	5 483 818 000			5 483 818 000	3 399 599 161	2 000 000 000	84 218 839	
35	MINIS. TRAVAIL, EMPLOI ET AFF. SOCIALES								
36	MINIS. DE LA SANTE PUBLIQUE	9 109 819 000			9 109 819 000	9 025 473 717		84 345 283	
37	MINIS. ENERGIE, MINES ET HYDRAULIQUE	543 078 000			543 078 000	535 242 616		7 835 384	
38	MINIS. DU COMMERCE, ARTS ET TOURISME	548 489 000			548 489 000	519 568 340		28 920 660	
39	MINIS. DEVELOPPEMENT RURAL	6 380 511 000			6 380 511 000	5 532 805 082	616 227 662	231 478 256	
40	MINIS. JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	406 109 000			406 109 000	364 793 317		41 315 683	
41	MINIS. CONDITION FEMININE	620 256 000			620 256 000	136 866 835		483 389 165	
50	DETTE PUBLIQUE	13 476 000 000			13 476 000 000	11 397 083 288		2 078 916 712	
51	DEPENSES COMMUNES	15 828 547 000			15 828 547 000	12 075 871 814		3 752 675 186	
52	DEPENSES DIVERSES	10 658 187 000			10 658 187 000	11 838 064 746			1 179 877 746
53	DEPENSES D'INTERVENTIONS PUBLIQUES	35 421 000 000			35 421 000 000	15 650 509 612	2 649 470 075	17 121 020 313	
54	DEPENSES D'EXERCICES CLOS	3 000 000 000			3 000 000 000	16 628 528 955			13 628 528 955
55	DEPENSES DU BUDGET D'EQUIP. SOCIO-ADM	5 706 410 000			5 706 410 000	3 678 592 604	71 702 605	1 956 114 791	
56	DEPENSES AU TITRE DES TAXES AFFECTEES	1 641 000 000			1 641 000 000	974 170 886	341 530 027	325 299 087	
57	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLICS	44 094 000 000	2 982 300 000	4 848 219 097	51 924 519 097	24 576 653 219	17 033 835 287	10 314 030 591	
	TOTAUX	220 798 006 000	2 982 300 000	4 848 219 097	228 628 525 097	176 036 793 575	22 712 765 656	44 864 900 868	14 985 935 002